



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

Direction  
des libertés publiques

Bureau de la  
réglementation générale  
et des élections

## FORMULAIRE DE DEMANDE (I) + ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR (II)

### I – Formulaire de demande d'inscription sur la liste départementale de l'Aisne des journaux pouvant publier les annonces judiciaires ou légales pour l'année 2018

- Raison sociale de l'entreprise éditrice : .....
- Titre de la publication : .....
- Périodicité : .....
- Identité du directeur de la publication (NOM Prénom) : .....
- Adresse complète de siège social de l'entreprise : .....
- Code postal : ..... Ville : .....
- Tél : ..... Adresse mail : .....
- Numéro d'inscription à la commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) : .....
- Tirage total : ..... exemplaires
- Diffusion gratuite ou assimilée : ..... exemplaires
- Invendus : ..... exemplaires
- Pour le département de l'Aisne, total des ventes effectives : ..... exemplaires
- Arrondissement de Château-Thierry, total des ventes effectives : ..... exemplaires
- Arrondissement de Laon, total des ventes effectives : ..... exemplaires
- Arrondissement de Saint-Quentin, total des ventes effectives : ..... exemplaires
- Arrondissement de Soissons, total des ventes effectives : ..... exemplaires
- Arrondissement de Vervins, total des ventes effectives : ..... exemplaires

**NB : les chiffres à fournir sont les données moyennes par parution, soit sous la forme d'un relevé d'un organisme offrant la garantie d'investigation suffisants et notoirement reconnus comme tels, soit sous la forme d'une attestation de vente certifiée par un expert comptable ou un commissaire aux comptes.**

- Afin d'attester l'existence d'une édition départementale au moins hebdomadaire ou d'un contenu éditorial régulier concernant le département de l'Aisne, lorsque le siège social de l'entreprise éditrice n'est pas dans le département de l'Aisne, fournir **des justificatifs de parution** (au moins les 7 derniers numéros parus à la date de la demande).

Fait à ..... Signature et cachet de l'expert-comptable attestant l'exactitude  
des informations figurant dans la demande  
Le .....

La demande d'inscription assortie des pièces demandées doit être transmise au préfet de l'Aisne / direction des libertés publiques / bureau de la réglementation et les élections (adresse postale : 2 rue Paul Doumer – CS 20656 – 02010 LAON Cedex) **pour le 13 novembre 2017.**

L'envoi peut être fait par voie numérisée sous un format type PDF à l'adresse électronique suivante :  
[pref-bureau-reglementation@aisne.gouv.fr](mailto:pref-bureau-reglementation@aisne.gouv.fr)

## II – Engagement sur l'honneur

Je soussigné(e) (NOM Prénom) ;

Directeur(trice) de la publication du journal quotidien / de l'hebdomadaire (rayer la mention inutile) ;  
Titre de la publication ;

Déclare m'engager à publier les annonces légales conformément aux dispositions prévues par la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 et ses textes d'application ;

- décret n° 55-1650 du 17 décembre 1955 modifié fixant les seuils de diffusion payante par département et par arrondissement ;
- décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012 relatif à l'insertion des annonces légales sur les sociétés et fonds de commerce dans une base numérique centrale ;
- arrêté du 21 décembre 2012 modifié relatif au tarif annuel par département et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Cet engagement comprend en particulier :

- le respect du prix fixé, dans chaque département, pour une ligne d'annonce de 40 signes et de règles de tarif réduit prévues par l'arrêté du 21 décembre modifié ;
- le respect des règles de présentation des annonces fixées également par l'arrêté du 21 décembre 2012 modifié ;
- la mise en ligne sur la base des données ACTULEGALES gérée par l'APTE, association agréée par l'État pour la mise en ligne des annonces « vie des sociétés » dans une base numérique centrale.

Je m'engage également à porter à la connaissance de la préfecture de l'Aisne tout changement intervenant en cours d'année (numéro CPPAP, changement de contenu éditorial ou de périodicité de parution, déménagement du siège social, baisse importante de diffusion, rachat du titre ou regroupement de plusieurs titres, ...).

En outre, je déclare être informé(e) que :

Toute infraction aux dispositions de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 et aux textes pris pour son application est punie d'une amende de 9.000 euros et qu'en cas de violation des conditions fixées par ces mêmes textes, l'habilitation pourra faire l'objet d'un retrait par arrêté préfectoral.

Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30.000 euros d'amende (article 441-6 du code pénal).

Fait à .....

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Le .....